

Référence Publication
Registre Actes Publiés P.M
N° 059/2015
Le Chef de Police



Validité: 27/10/2015



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Consultation sur place :

Mairie – Accueil – 46 avenue de Gameville – 31650 Saint Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi : 8h30-12h et 13h30-17h30 et le vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30

N° 118 - Période du 1^{er} JUILLET au 31 JUILLET 2015

DECISIONS

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature de l'avenant n°3 au lot 2 "Assurances
des responsabilités et risques annexes" du marché des
assurances**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Considérant le bien-fondé de la proposition d'avenant,

DECIDE S/N° 108-2015

ARTICLE 1

De signer l'avenant n°3 au lot 2 "Assurances des responsabilités et risques annexes" du marché des assurances, qui a pour objet de fixer définitivement le montant de l'assiette à 5 368 510 € et, par conséquent, le montant de la cotisation définitive due.

En effet, le montant définitif dû au titre de la cotisation 2014 est obtenu en appliquant à l'assiette le taux de 0,21%, prévu dans l'Acte d'engagement.

Le montant de la cotisation 2014 s'élève donc à 11 273,87 € HT soit 12 288,53 € TTC.

Le montant de l'avenant s'élève à 746,38 € HT soit 813,56 € TTC, compte tenu de la cotisation provisionnelle émise à l'échéance 2014.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 27 juillet 2015

Par délégation du Conseil Municipal,
Pour Madame le Maire
Par suppléance



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 31.08.15
Et publication, affichage ou notification le

Monsieur Serge JOP

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

A. KOUNOUGOUS

Adjoint au Maire

Affaires sociales, logement,
Commande publique

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

4ème alinéa

**Pour la signature du marché " Achat et maintenance
d'un parc d'imprimantes et de photocopieurs
multifonctions "**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 5ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 107-2015

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « Achat et maintenance d'un parc d'imprimantes et de photocopieurs multifonctions », à savoir celle formulée par :

- KONICA MINOLTA, pour le lot n° 1 – fourniture à l'achat et maintenance d'un parc copieurs multifonctions bureautique format A4 -, pour un montant minimum de 5 000,00 € H.T. et un montant maximum de 35 000,00 € H.T., pour la durée totale du marché;
- BCMP, pour le lot n° 2 – fourniture à l'achat et maintenance d'un parc copieurs multifonctions bureautique format A3 -, pour un montant minimum de 30 000,00 € H.T. et un montant maximum de 160 000,00 € H.T., pour la durée totale du marché
- BCMP, pour le lot n° 3 – fourniture à l'achat d'imprimantes jet d'encre pour impression longue conservation, sans montant minimum et pour un montant maximum de 5 000,00 € H.T., pour la durée totale du marché.

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an reconductible à compter de sa notification. Il pourra être reconduit quatre fois, sans pouvoir excéder 5 ans au total.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 23 juillet 2015

Madame le Maire
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 29/07/15
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

A. KOUNOUGOUS

Adjoint au Maire

Affaires sociales, logement,
Commande publique

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

4ème alinéa

Portant signature du marché " Conception et réalisation
d'une campagne de communication sur un projet de
cœur de ville "

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 5ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 106-2015

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « Conception et réalisation d'une campagne de communication sur un projet de cœur de ville », à savoir celle formulée par :

- La S.A.S. INCONITO, pour un montant de 39 660 € T.T.C.

Le présent marché est conclu pour une durée de 4 ans, à compter de sa notification. Il pourra être reconduit deux fois pour une période de 6 mois supplémentaires, sans pouvoir excéder 5 ans.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 22 juillet 2015

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,

Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le



Affaires sociales, logement et
Commande publique



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE
GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
8ème alinéa**

le Maire de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article
L. 2122-22,

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame
le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du
Code Général des Collectivités Territoriales notamment en matière de délivrance et
de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est
donnée à Monsieur Alain MASSA, premier adjoint au Maire, pour les décisions de
délivrance et reprise des concessions dans les cimetières,

Vu le titre de concession n°2013013 du 9 août 2013 qui accorde à Monsieur BALS
Thierry une concession quinquennale au cimetière de NINARET - NC I, emplacement
12, moyennant le paiement de 473,30 Euros,

Vu la demande de rétrocession formulée le 22 juin 2015, par Monsieur BALS Thierry,
titulaire de la concession,

Considérant que la concession est vide de toute sépulture et qu'il y a donc lieu
d'accueillir favorablement la demande de rétrocession présentée par Monsieur BALS
Thierry,

DÉCIDE S/N° 105/2015

ARTICLE 1

**La rétrocession à la commune de la concession n° 2013013, au cimetière de
NINARET - NC I, emplacement 12, demandée par Monsieur BALS Thierry, est
acceptée.**

Le montant à restituer à Monsieur BALS Thierry, sera calculé comme suit :

- concession : valeur initiale de 473,30 euros, diminuée de 157 euros (somme
restant acquise au CCAS de la commune), et de 63,11 euros (correspondant à 2
années d'occupation), soit un montant de 253,19 euros à restituer à Monsieur BALS
Thierry.

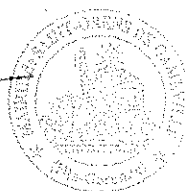

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 17 juillet 2015.

Pour le Conseil
Par subdélégation de Mme le Maire,



M. Alain MASSA
Adjoint au Maire aux finances et
ressources humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 27/07/2015
Et publication, affichage ou notification le



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2015019
Emplacement : M/3
Date Echéance : 15 juillet 2065

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par M. LERUTH Christian demeurant à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 23 rue des Lauriers, résidence Alexandre Dumas, Appartement 47, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 104/2015

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. LERUTH Christian et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une **CONCESSION CINQUANTENAIRE**

à compter du 15 juillet 2015.

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de 1770,00 €.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 16 juillet 2015.

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire

M. Alain MASSA
Adjoint au Maire aux Finances et Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 27/07/2015
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

16^{ème} alinéa

Défense de la commune affaire n°1303900-3

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 16).

Considérant la requête introductive d'instance enregistrée au Greffe du Tribunal Administratif de Toulouse le 27 août 2013 (n° 1303900-3) contre le PC 031 506 13 00011 accordé à la SA d'HLM SFHE par arrêté en date du 28 juin 2013.

Considérant la volonté de défendre les intérêts de la commune de Saint-Orens de Gameville en assurant en interne la défense de la commune dans ce dossier.

DECIDE S/N° 103-2015

ARTICLE 1

De défendre les intérêts de la commune devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans le cadre du contentieux en annulation contre l'arrêté municipal en date du 28 juin 2013 portant permis de construire accordé à la SA d'HLM SFHE. La défense est assurée sans recours à un cabinet d'avocat.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le **15 JUL. 2015**

Par délégation du Conseil,
Madame le Maire,

Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le

15 JUL. 2015

Et publication, affichage ou notification le

15 JUL. 2015

VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

4ème alinéa

Portant signature des lots 1, 2 et 3 du marché "Missions
de contrôle technique, de diagnostic technique et de
coordination SPS"

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 5ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 102-2015

ARTICLE 1

D'accepter les offres économiquement les plus avantageuses pour le marché "Missions de contrôle technique, de diagnostic technique et de coordination SPS", à savoir celles formulées par:

- **Pour le lot 1 Contrôle technique des bâtiments:** la société QUALICONSULT, pour un montant maximum pour la durée totale du marché de 100 000 € HT;
- **Pour le lot 2 Diagnostic technique:** la société SOCOTEC, pour un montant maximum pour la durée totale du marché de 30 000 € HT.
- **Pour le lot 3 Coordination SPS:** la S.A.R.L. GROS Laurent-GALINIER Martial, pour un montant maximum pour la durée totale du marché de 30 000 € HT.

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 3 ans, à compter de sa notification. Il s'agit d'un marché à bons de commande qui concerne différents projets de travaux de la Commune.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 17 juillet 2015

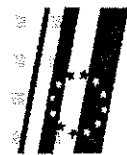
Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

Affaires sociales, logement et
Commande publique



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE CASE DE COLUMBARIUM
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NINARET - NC I

Concession n° : 2015018
Emplacement : 51
Date Echéance : 30 juin 2045

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par M. GALINIER MICHEL demeurant à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 11 Rue Des Chanterelles, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

DECIDE S/N° 101/2015

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NINARET - NC I, au nom de M. GALINIER MICHEL et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Individuelle :

une CONCESSION TRENTENAIRE

à compter du 30 juin 2015

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de concession nouvelle, moyennant la somme totale de 830,00 €.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 8 juillet 2015

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire

M. Alain MASSA

Adjoint au Maire aux Finances et Ressources
Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 16/07/2015
Et publication, affichage ou notification le



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

**CONCESSION DE CASE DE COLUMBARIUM
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NINARET - NC I**

Concession n° : 2015017
Emplacement : 41
Date Echéance : 24 juin 2030

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par Mme DUPUY JACQUELINE (veuve GABANOU) demeurant à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 10 Allée Des Bouvreuils, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

DECIDE S/N° 100/2015

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NINARET - NC I, au nom de Mme GABANOU JACQUELINE et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Individuelle :

une **CONCESSION QUINZENAIRE**

à compter du 24 juin 2015

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **480,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 7 juillet 2015

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire

M. Alain MASSA
Adjoint au Maire aux Finances et Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 16/07/2015
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tél: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4^{ème} alinéa

Prestation de service : Concert Fête du Sport Ze Fraggles

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge le Madame Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (4^{ème} alinéa).

VU le projet d'animation culturelle de la Commune

VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

DECIDE S/N°97/2015

ARTICLE 1

Il est conclu avec l'association MUSIKAL, domiciliée 2 rue Lefebvre 75015 Paris, un contrat de prestation de service musical le dimanche 30 août 2015 de 17h30 à 19h au complexe sportif Gustave Plantade.

ARTICLE 2

Le coût de la prestation s'élève à 1900,00 euros TTC

Cette somme couvre l'intégralité des dépenses relatives à la prestation (salaires, charges, déplacements, matériel nécessaire et technique et frais divers).

En application de l'article 261 du Code Général des Impôts, l'association MUSIKAL déclare ne pas être assujettie à la TVA.

La ville assurera en outre les frais de communication et la prise en charge de contraintes techniques (fourniture d'électricité et d'eau).

ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 2 juillet 2015

Par délégation du Conseil,
Le Maire,
Mme Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 8 - JUL. 2015
Et publication, affichage ou notification le

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE

ENTRE LES SOUSSIGNES

1) Ville de Saint-Orens

46, avenue de Gameville -31650 – Saint-Orens de Gameville

Siret : 213 105 067000 10

N°TVA : Non affilié

APE : 751 A

N° Association : Non

N° licence d'entrepreneur de spectacle : 2-1078608 et n°3-1078609

Représenté par : Madame Dominique FAURE en sa qualité de Maire en vertu de la décision n°64/2014

Contact : Bénédicte Dachicourt

Mail benedicte.dachicourt@mairie-saint-orens.fr

Téléphone 05 61 39 56 68 ou 06 83 64 82 35

2) Et : Association Musikal, 2, rue Lefebvre – 750515 Paris

Siret : 753 516 418 000 13

N° TVA : non assujetti TVA en vertu de l'article 261 du Code Général des Impôts

APE : 9002 Z

N° Association : 200 100 10

Licence d'entrepreneur de Spectacles : Non

Représenté par : Nicolas Couturier

En sa qualité de : Président

Contact : Nicolas Couturier

Mail : musikal@musikal.org

Téléphone : 06 06 63 05 41

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

1 –Le prestataire dispose du droit de représentation en France du spectacle suivant, pour lequel il s'est assuré le concours des artistes nécessaires à sa représentation :

Nom du groupe : ZeFraggles

Nombre de personnes sur scène : 5

2 – L'organisateur s'est assuré des autorisations nécessaires et de la disposition du lieu dont le prestataire déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques.

Nom et adresse du lieu : Complexe sportif Gustave Plantade – rue des Sports – 31650

Saint-Orens

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet du contrat

L'organisateur et le prestataire s'associeront pour réaliser en commun le spectacle susnommé sur le lieu précisé

Nombre de représentation (s) : une

Date (s) : 30 Août 201

Heure(s) de (s) passage (s) : 17H30

Heure (s) d'arrivée (s) des artistes : fin matinée

Horaire (s) des balances : avant 13H

Durée (s) de la (des) représentation (s) : 1H30

ARTICLE 2 : Obligations du prestataire

- Le prestataire fournira le spectacle monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.
- Il assumera, le cas échéant, les rémunérations, charges sociales et fiscales du personnel attaché (6 personnes) en sa qualité d'employeur.

ARTICLE 3 : Obligations de l'organisateur

- L'organisateur fournira le lieu de représentation en ordre de marche. Il assumera en outre le service général du lieu (accueil, sécurité, billetterie...)
- Il prendra en charge :
 - Frais de transport : inclus dans le MG
 - Frais d'hébergement : Aucun
 - Cathering : Non

ARTICLE 4 : Backline

Le backline nécessaire au groupe pour assurer sa prestation et permettre la diffusion de celle-ci conformément à sa fiche technique et aux contraintes du lieu est à la charge :

- Backline group (instruments, amplis, micros chant..) à la charge du Prestataire
- Sono (sonorisation façade et retours, enceintes, micros...) à la charge du Prestataire

ARTICLE 5 : Minimum Garanti

La somme revenant au prestataire comme minimum nécessaire à la couverture de ses dépenses est fixée TTC à : 1 900.00€ (en chiffres) soit Mille neuf cent euro (en lettres)

ARTICLE 6 : Assurances

- Le prestataire est tenu d'assurer contre tous les risques les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.
- L'organisateur déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la représentation du spectacle dans le lieu susnommé.

ARTICLE 7 : Païement

Le règlement du minimum garanti TTC tel que défini à l'article 5 sera effectué par chèque ou par virement après la prestation.

ARTICLE 8 : Annulation

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé dans les cas reconnus de force majeure.

Hors de ces cas, toute annulation du fait de l'une ou l'autre des parties concernées entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité égale à 40% du MG.

ARTICLE 9 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Paris, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage...)

ARTICLE 10 : Dispositions particulières

Néant

Fait en 2 exemplaires,

A Saint-Orens, le

Pour l'organisateur,

Dominique FAURE

En sa qualité de Maire



Pour le prestataire,

Nicolas COUTURIER

En sa qualité de président de

L'association Musikal

**VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne
05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

6^{ème} alinéa

ACCEPTATION D'UNE INDEMNITE DE SINISTRE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

VU la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 6).

VU le devis de remplacement de la porte de la bibliothèque de l'école maternelle Corail endommagée lors de l'effraction du 29/11/2014,

VU l'accord de la SMACL, assureur Dommages aux biens de la commune, pour la réalisation des travaux conformément au devis, sans nécessiter une expertise,

CONSIDERANT que cette indemnité d'un montant total de 750 €, est conforme au montant des dommages, diminué de la franchise, conformément au marché souscrit avec la SMACL,

DECIDE S/N° 96/2015

ARTICLE 1

D'accepter l'indemnité de 750 €, proposée par la SMACL, en règlement du sinistre du 29/11/2014, à l'école maternelle Corail.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 08 JUL. 2015

Par délégation du Conseil,

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

08 JUL. 2015

**VILLE DE SAINT
ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 24

**ARRETE MUNICIPAL
relatif aux dérogations au repos dominical**

Madame Dominique FAURE
Maire

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** le Code du travail, et notamment ses articles L. 3132-26, L. 3132-27 et R. 3132-21.
- VU** l'arrêté municipal n° 23670 autorisant le dimanche 11/01/2015 de l'ensemble des commerces en détail de la commune.
- VU** l'accord de bonne conduite sur la limitation des ouvertures des commerces les dimanches et jours fériés en Haute-Garonne en date du 05 janvier 2015 signé par les organisations patronales et les principales organisations syndicales valant avis de l'article R. 3132-21 du Code du travail.

CONSIDERANT qu'il convient d'harmoniser l'ouverture de tous les commerces de détail d'une même branche professionnelle afin d'éviter une concurrence déloyale de nature à compromettre le fonctionnement normal des établissements de commerce.

ARRETONS SOUS N° 24334

ARTICLE 2

Les **commerces de détail employant des salariés** de la Commune de **Saint Orens de Gameville** sont autorisés à ouvrir, suivant le secteur d'activité, les dimanches suivants :

- | | |
|-------------------------|---------------------------------------|
| Secteur 1 : CAS GENERAL | 6, 13 et 20 décembre 2015 |
| Secteur 2 : AMEUBLEMENT | 6 septembre 2015
13 et 20 décembre |
| Secteur 3 : BRICOLAGE | 18 octobre 2015 |

ARTICLE 3

Les **apprentis** ne pourront pas travailler ces jours-là.

ARTICLE 4

Aucune pression, aucune sanction, ne pourra être exercée ou prise à l'encontre des salariés qui refuseront de travailler les **dimanches 6 septembre, 18 octobre et 06, 13 et 20 décembre 2015**.

ARTICLE 5

Les heures de travail effectuées ces dimanches seront rémunérées selon un taux horaire égal au double du taux horaire habituel.

ARTICLE 6

Les dispositions du Code du Travail concernant notamment l'interruption du travail à l'occasion du repas ou l'amplitude de la durée du travail seront naturellement applicables.

ARTICLE 7

Un repos compensateur, égal à la durée du travail effectué ces dimanches, devra être **OBLIGATOIREMENT** donné au salarié concerné, à sa demande, soit dans la semaine suivant l'ouverture, soit avant le **15 Février 2016** pour l'année 2015.

Pour cela, l'employeur devra afficher dans son établissement les modalités de prise du repos compensateur, en communiquer le double aux services de la DIRECCTE, UT de la Haute-Garonne, qui en contrôleront le respect.

Ce repos compensateur constituera donc un droit à congé rémunéré (Application de l'article L.3132-27 du Code du Travail).

ARTICLE 8

Ces dispositions sont également applicables au personnel d'encadrement.

ARTICLE 9

En ce qui concerne la rémunération, le repos compensateur et plus généralement toutes les dispositions concernant les relations du travail dans l'entreprise, cet accord ne se substitue pas aux accords d'entreprises ou conventionnels plus favorables.

ARTICLE 10

Ces dispositions ne concernent pas les entreprises qui n'emploient pas de salariés.

ARTICLE 11

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune et une copie sera adressée à :

Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne

Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Saint-Orens

Le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi.

Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-Orens

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le

Madame le Maire
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le

Affichage le 7 - JUL. 2015

Publication le

77 - "JUL. 2015

Demande déposée le 24/02/2015		N° PC 031 506 12 00041 M02
Par :	M & MME CILLARD DANIEL	Surface de plancher créée : Néant
Demeurant à :	13 bis RUE DE LA PLAINE 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	
Pour :	Modifier l'aspect extérieur d'une maison individuelle et implanter un abri pour isoler une pompe à chaleur	Destination : Habitation
Sur un terrain sis à :	13 BIS RUE DE LA PLAINE	

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP en date du 02/06/2015,
Vu le permis de construire n° PC 031 506 12 00041 délivré le 28/01/2013,
Vu le refus permis de construire modificatif n° PC 031 506 12 00041 M2 délivré le 21/04/2015 et notifié au demandeur en date du 23/04/2015,
Vu la demande de recours gracieux en date du 03/06/2015, reçue le 04/06/2015,
Vu la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 24,

Considérant les observations orales présentées par le requérant en date du 02/06/2015 dans le cadre de l'application de la procédure contradictoire instituée par la loi susvisée,

Considérant, au regard de ce qui précède, que le projet susvisé de par sa faible dimension, non visible depuis l'espace public, se destine à protéger une pompe à chaleur réalisée dans le cadre de la Réglementation Thermique 2012 et en assurer son isolement acoustique,

ARRETE N° 24 336

ARTICLE UNIQUE : Le refus de permis de construire modificatif n° PC 031 506 12 00041 M2 délivré le 21/04/2015 est RETIRE.

Le 03/07/2015

Pour le Maire
Par délégation



Serge JOP
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Demande déposée le 24/02/2015

**N° PC 031 506 12 00041
M02**

Par : **M & MME CILLARD DANIEL**
Demeurant à : **13 bis RUE DE LA PLAINE
31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Pour : **Modifier l'aspect extérieur d'une maison
individuelle et implanter un abri pour isoler une
pompe à chaleur**

Sur un terrain sis à : **13 BIS RUE DE LA PLAINE**

Surface de plancher
créée : Néant

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville
approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP en date du
02/06/2015,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 12 00041 délivré le 28/01/2013,

Vu le refus permis de construire modificatif n° PC 031 506 12 00041 M2 délivré le 21/04/2015
et notifié au demandeur en date du 23/04/2015,

Vu la demande de recours gracieux en date du 03/06/2015, reçue le 04/06/2015,

Vu la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec
les administrations et notamment son article 24,

Vu l'arrêté de retrait du refus de permis de construire n° PC 031 506 12 00041 M2 délivré le
03/07/2015,

Considérant que le projet susvisé de par sa faible dimension, non visible depuis l'espace public, a
pour vocation à protéger une pompe à chaleur réalisée dans le cadre de la Réglementation
Thermique 2012 et en assurer son isolement acoustique,

ARRETE N° 24 337

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif n° PC 031 506 12 00041 M2 est ACCORDE.

ARTICLE 2 : Les réserves et prescriptions figurant dans le permis de construire
n° PC 031 506 12 00041 délivré le 28/01/2013 sont maintenues et devront être respectées.

Le 03/07/2015

Pour le Maire
Par délégation



Serge JOP
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens-combattants

7 JUL 2015

Demande déposée le 09/06/2015	
Par :	Monsieur PIECZARA Arnaud
Demeurant à :	36 BIS RUE DU BOUSQUET 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	Réaliser la surélévation d'une maison individuelle
Sur un terrain sis à :	36 BIS RUE DU BOUSQUET BN 275

N° PC 031 506 15 00026

Surface de plancher
créée : 42 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 02/06/2015,

Vu la surface de plancher existante conservée de 156 m²,

Vu l'avis en date du 25/06/2015 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 30/06/2015,

ARRETE N° 24 338

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

.../...

Demande déposée le 29/05/2015	
Par :	SARL B12
Demeurant à :	547 QUAI DES MOULINS ESPACE DON QUICHOTTE, BP 34 34201 SETE
Représenté par :	Monsieur TEREBUS Laurent
Pour :	Transformer 18 logements en accession privée en logements sociaux, créer un logement supplémentaire et modifier l'aspect extérieur de deux bâtiments collectifs à usage de logements
Sur un terrain sis à :	ZAC DE TUCARD - ILOT B12 BD 13, BD 14, BD 19

N° PC 031 506 13 00025 M02

Surface de plancher
créée : 0 m²

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 0

Destination : habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvée le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1300025 délivré le 24/10/2013 au bénéfice de la SARL ID-PROM représentée par Monsieur TEREBUS Laurent,

Vu le transfert de permis de construire n° PC 031 506 1300025 01T délivré le 25/04/2014 au bénéfice de la SARL B12 représentée par Monsieur TEREBUS Laurent,

Vu l'avis favorable en date du 25/06/2015 de la SEM OPPIDEA, reçu le 01/07/2015,

ARRETE N° 24 340

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont maintenues et devront être observées.

Le 17 JUL. 2015

Pour le Maire
Par délégation



Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

.../...

Demande déposée le 12/05/2015

N° PC 031 506 14 00016 M01

Par :	Monsieur CRESPO, Mike et Madame BROUQUISSE, Alexia
Demeurant à :	38 AVENUE DE L'HERS 31500 TOULOUSE
Représenté par :	
Pour :	Modifier la surface de plancher d'une maison individuelle et édifier un auvent destiné à du stationnement
Sur un terrain sis à :	3 CHEMIN DE CAOUSSE CD 49

Surface de plancher

créée : 25 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 02/06/2015,

Vu la surface de plancher existante conservée de 100 m²,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1400016 délivré le 03/07/2014,

Vu le permis de construire modificatif n° PC 031 506 1400016 M01 délivré le 24/06/2015,

Vu l'avis en date du 04/06/2015 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 10/06/2015,

Considérant qu'il convient de compléter l'arrêté n° 24 270 par les taxes et participations afférentes au permis de construire modificatif susvisé,

ARRETE N° 24 341

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire susvisé sont maintenues et devront être observées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 17 JUL. 2015

Pour le Maire
Par délégation



Serge JOP
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois

Demande déposée le 26/05/2015		N° PC 031 506 14 00039 T01
Par :	SARL TA BOX	Surface de plancher créée : 1340 m ²
Demeurant à :	CHEMIN DE MONPAROU 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	Nb de logements : 0
Représenté par :	Monsieur TOMPS Christophe	Nb de bâtiments : 8
Pour :	Transférer l'autorisation d'édifier huit bâtiments à usage de box à chevaux	Destination : Activité équestre
Sur un terrain sis à :	LE MOULIN AM 01, AM 1	

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 02/06/2015,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1400039 délivré le 17/03/2015 au bénéfice de Monsieur TOMPS Christophe,

Vu l'accord en date du 26/05/2015 de Monsieur TOMPS Christophe titulaire du permis de construire, autorisant la SARL TA BOX représentée par Monsieur TOMPS Christophe, à déposer la demande de transfert du permis de construire susvisé,

ARRETE N° 24 345

ARTICLE 1 : Le permis de construire n° PC 031 506 1400039 délivré au bénéfice de Monsieur TOMPS Christophe, est TRANSFERE au bénéfice de la SARL TA BOX représentée par Monsieur TOMPS Christophe.

ARTICLE 2 : Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire susvisé sont maintenues et devront être observées.

ARTICLE 3 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 17 JUL. 2015

Pour le Maire
Par délégation



Serge JOP
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

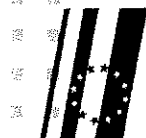
- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE**: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION
DE L'ACCES ET DE L'UTILISATION DU SITE DU SKATE PARK**

Mme Dominique FAURE
Maire

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2212-2 relatif aux pouvoirs de police administrative du Maire.

Considérant la nécessité, pour des raisons de sécurité et de tranquillité publiques, de réglementer l'accès et l'utilisation du site du Skate Park

ARRETE S/N° 24346

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent arrêté a pour objet de réglementer l'accès et l'utilisation du site du Skate Park situé route de la Jurge, 31650 Saint-Orens de Gameville, ouvrage public communal.

Le skate Park est constitué de l'ensemble des équipements : bowl, pistes, rampes et modules divers mis à la disposition des utilisateurs de l'équipement.

ARTICLE 2 – OUVERTURE AU PUBLIC

Le site du Skate Park est ouvert au public :

- tous les jours de 8h00 à 22h00 l'été, soit la période du 1er mai au 30 septembre,
- tous les jours de 8h00 à 20h00 l'hiver, soit la période du 1er octobre au 30 avril.

ARTICLE 3 – UTILISATION DU SKATE PARK

Le Skate Park est réservé aux seules activités de glisse que sont le roller, le skateboard, les trottinettes, le BMX. La pratique de ces différentes activités est autorisée sous réserve de la présence de deux personnes minimum sur le site, pour permettre de donner l'alerte et porter secours en cas d'accident.

La pratique de toute autre activité à laquelle le Skate Park n'est pas destiné est interdite.

L'utilisation, réservée à tout pratiquant à partir de 6 ans, est libre.

ARTICLE 4 – ACCES AU SITE

L'accès au site du Skate Park est formellement interdit aux :

- animaux domestiques, même tenus en laisse ;
- véhicules à moteur ;
- personnes en état d'ivresse, sous l'emprise de stupéfiant ou dont la tenue ou le comportement est susceptible d'être source directe ou indirecte de gêne pour les autres usagers.

Les spectateurs, en particulier ceux accompagnés de poussettes et landaus, devront se situer obligatoirement en dehors des aires d'évolution du Skate Park

ARTICLE 5 – STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement des véhicules est limité à la zone de parking identifiée et dédiée exclusivement à cet usage. Il est rappelé que tout stationnement sur les accotements de la route de la Jurge est interdit. L'entrée du site doit être en permanence libre pour permettre le passage des véhicules de secours.

Le stationnement est limité aux horaires d'ouverture mentionnés à l'article 2.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE

Les jeux de glisse sont pratiqués par les utilisateurs à leurs risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas d'accident, sauf à ce qu'il résulte d'un mauvais entretien de l'ouvrage public.

Il est recommandé, pour limiter les risques inhérents à la pratique de ces activités sportives, d'utiliser des protections appropriées : casques, genouillères, coudières, protèges poignets, les gants, etc

Les utilisateurs sont invités à contracter toute assurance nécessaire à la pratique de ces sports et, en tout état de cause, à vérifier que leur responsabilité civile est couverte en cas de dommage causé à autrui.

ARTICLE 7 – BRUIT ET NUISANCES SONORES

Aucun bruit particulier ne doit, par sa durée, sa répétition ou son intensité, porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, dans un lieu public ou privé, qu'une personne en soit elle-même à l'origine ou que ce soit par l'intermédiaire d'une personne, d'une chose dont elle a la garde ou d'un animal placé sous sa responsabilité.

Ainsi sont interdits les bruits constitutifs de nuisances sonores, en particulier ceux produits par les instruments de musique et de percussion et par la diffusion de musique amplifiée sauf dérogation autorisée par le Maire.

ARTICLE 8 – COMPORTEMENT ET USAGES

Les usagers doivent conserver une tenue et un comportement décents et conformes à l'ordre public, sans danger pour soi et pour les autres.

L'introduction et la consommation de boissons alcoolisées ou de stupéfiants sont interdites.

Il est interdit de jeter des débris et de dégrader l'équipement.

Il est interdit de modifier ou de rajouter, même de façon provisoire, toutes sortes d'obstacles, structures équipements sur l'aire d'évolution.

La charte de bonne conduite doit être respectée.

ARTICLE 9 - DOMMAGES

Toute question relative à l'utilisation du Skate Park est du ressort du Service Sport Animation Vie Associative, (Centre Technique Municipal, 10 rue du Négoce, 31650 Saint-Orens de Gameville, 05.61.14.88.41). Les détériorations, la présence d'obstacles, tout dommage sur le terrain ou l'environnement immédiat qui pourraient présenter un danger, doivent être immédiatement signalés.

Le Maire pourra en interdire l'accès en cas de manquements au présent règlement ou en cas de danger pour les utilisateurs.

EN CAS D'ACCIDENT, prévenir immédiatement :

- le SAMU : 15
- les Pompiers : 18
- la Gendarmerie Nationale : 17
- la Police Municipale : 05.61.39.54.41

ARTICLE 10 – MANIFESTATIONS

Les manifestations (spectacle, démonstration, épreuve sportive, ...) ne peuvent être organisées sans autorisation municipale.

ARTICLE 11

Madame l'Adjointe au Maire à la Vie de la Cité, Monsieur le Conseiller Municipal délégué aux sports, Monsieur le Directeur Général des Services, la Police Municipale et Monsieur le Responsable du Service Sport Animation Vie Associative sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12

Le présent arrêté sera adressé à Monsieur le Préfet, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Copie sera adressée aux autorités de Police et à la Police Municipale chargées de son application.

Le présent arrêté sera affiché aux abords du skate-park.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 08 juillet 2015

Le Maire



Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le :	15 JUL. 2015
Affichage le :	15 JUL. 2015
Publication le :	



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION
ROUTE DE REVEL**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R. 417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 23063 du 14 avril 2014, accordé à Monsieur Etienne LOURME – 9^{ème} adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 8 juillet 2015, travaux de création de voirie

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : BUROTEC ADRESSE : 5 Av. Georges Pompidou 31270 CUGNAUX Responsable chantier : S. BERTRAND Tel : 05.62.87.31.40 Mail : s.bertrand@burotec-bet.fr	NOM : AGRI 2000 ADRESSE : La Vernière 81600 MONTANS Responsable chantier : M. VAISSE Tel : 05.63.57.42.13 Mail : m.vaisse@agrienvironnement.fr

ARRETONS sous n° 24350

- Autorisation de travaux en alternat, piquets K10 ou feux tricolores
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation :
15 au 17 juillet 2015
Entre 9h et 16h**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 8 juillet 2015

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie
Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le

Demande déposée le 17/03/2015		N°AT 031 506 15 00008
Par :	SARL MICROCRECHE BILINGUE BABY COCCINELLE	CATEGORIE : 5^{ème}
Représenté par :	Madame PERIOLE Frédérique	TYPE : R
Pour :	Aménagement d'une micro crèche	
Sur un terrain sis à :	3 RUE DU NEGOCE 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	

MADAME LE MAIRE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP du 11/06/2015, reçu le 23/06/2015 ;

Vu l'avis favorable de la Sous-commission Départementale de la Haute-Garonne pour l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 28/05/2015, reçu le 08/07/2015 ;

ARRETE N° 24 351

ARTICLE 1 : L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux et réception des documents susvisés pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

Le 17 JUIL. 2015

Pour le Maire
Par délégation

Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

17 JUIL 2015

Demande déposée le 16/03/2015 complétée le 26/03/2015

N° PC 031 506 15 00012

Par :	SARL MICROCRÈCHE BILINGUE BABY COCCINELLE
Demeurant à :	42 CHEMIN DES ROSIERS 31130 QUINT-FONSEGRIVES
Représenté par :	Madame PERIOLE Frédérique
Pour :	Modifier l'aspect extérieur d'un local d'activité et en changer sa destination pour aménager une micro crèche
Sur un terrain sis à :	3 RUE DU NEGOCE BX 24

Surface de plancher

créée : 0 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Service
d'intérêt collectif

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville
approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du
02/06/2015,
Vu la surface de plancher existante conservée de 290 m²,
Vu le complément de dossier déposé le 26/03/2015,
Vu l'avis en date du 30/03/2015 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de
prescriptions, reçu le 07/04/2015,
Vu l'avis en date du 07/04/2015 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de Toulouse
Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 10/04/2015,
Vu l'avis favorable en date du 14/04/2015 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la
base d'un projet d'une puissance de raccordement de 36 kVA triphasé, reçu le 21/04/2015,
Vu l'avis favorable de la sous-commission Départementale pour l'Accessibilité des Personnes
Handicapées en date du 28/05/2015, reçu le 08/07/2015,
Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour
la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, émis par procès-verbal en date
du 11/06/2015, reçu le 23/06/2015,
Vu l'autorisation de travaux n° 031 506 1500008 délivrée le 17/07/2015,

ARRETE N° 24 352

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande
susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux
avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le
permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-
Garonne.

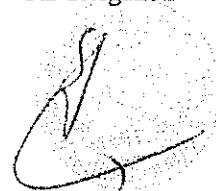
La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le
recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1334-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

Le 22 JUL. 2015

Pour le Maire
Par délégation



Serge JOP
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE**: les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

Demande déposée le 10/03/2015		N°AT 031 506 15 00007
Par :	SARL SAINT ORENS ESTHETIQUE BODY&NAIL MINUTE	CATEGORIE : 1ère
Représenté par :	Madame KHATTAB-BELDJILALI Wahiba	TYPE : M
Pour :	Réaménager une boutique à l'enseigne «BODY&NAIL MINUTE»	
Sur un terrain sis à :	5 ALLEE DES CHAMPS PINSONS CENTRE COMMERCIAL SAINT-ORENS	

MADAME LE MAIRE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-commission Départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH en date du 28/04/2015, reçu le 05/05/2015 ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-commission Départementale de la Haute-Garonne pour l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 28/05/2015, reçu le 08/07/2015 ;

ARRETE N° 24 353

ARTICLE 1 : L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux et réception des documents susvisés pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

Le 17 JUIN 2015

Pour le Maire
Par délégation


Serge JOP
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 17 JUIN 2015

.../...



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

Instauration de sens unique de circulation en agglomération.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n°24176 du 02 juin 2015 accordée à Monsieur JACQUEL – adjoint au maire ;

Considérant la nécessité de réglementer la circulation des véhicules sur la commune, des sens uniques de circulation de véhicules seront mis en place.

ARRETONS sous N°24354

ARTICLE 1

L'arrêté municipal portant le numéro 24118 du 03 juin 2015, est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2

Dans l'agglomération de Saint-Orens de Gameville, des sens uniques sont instaurés et la circulation de tous types de véhicules sera réglementée comme suit :

- Rue du Bousquet, dans le sens avenue de Gameville vers la rue de Lentourville.
- Rue Taparot, de l'intersection avec l'avenue des Améthystes vers l'intersection avec la rue des Chanterelles.
- Voie communale dite rue de la Pradelle, à partir de la rue du Bousquet, dans le sens Saint-Orens de Gameville via la limite de commune de Labège.
- Aire de stationnement du cimetière de Ninaret, (accès face à l'entrée du cimetière, sortie proche du chemin des Morts).
- Impasse Dordac depuis l'avenue de Gameville (RD2) vers l'avenue Augustin Labouilhe (RD57).
- Boulevard Catala, dans la partie située devant l'école maternelle Catala, depuis la rue des tourterelles (jonction sud près du n°01) vers l'intersection de la rue de Ribaute.
- Rue de Nazan, de son intersection avec la rue des Sports vers l'avenue Augustin Labouilhe.
- Rue des Lauriers, entre le n°21 et le n°15.
- Rue des Lauriers, du rond-point de Barué jusqu'à l'intersection de l'avenue du Lycée.
- Voie d'accès à la piscine Intercommunale et au collège Jacques Prevert, entrée chemin de Piailles (RD94 b) côté collège et sortie de la piscine intercommunale vers le chemin de Piailles (RD94b).
- Place de la Poste, autour du bureau de poste et du château d'eau depuis l'intersection avec l'avenue de Gameville (RD2) par la voie impaire et sortie par la voie paire, sur l'avenue de Gameville (RD2).
- Entrée de la voie de desserte de l'école du Corail et de ses dépendances située face au n°46 de l'avenue des Améthystes, vers la sortie localisée face au n°40 de l'avenue des Améthystes.

- Rue Rosa Parks, de la place de la Fraternité en direction du n°06, vers l'intersection avec la rue des Mûriers.
- Rue de Ribaudin, dans sa partie comprise entre le n°06 et le n°07.
- Rue des Rives, dans sa partie comprise entre le n°02 et le n°20.
- Rue Lou Païs, dans sa partie comprise entre le n°02 et le n°30.
- Rue de Soye, de l'intersection avec l'avenue de Gameville vers l'intersection avec la rue des Mûriers.

ARTICLE 3

La signalisation verticale et/ou horizontale réglementaire correspondante, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle correspondante sera mise en place et entretenue par Toulouse Métropole dans les lieux de la commune de Saint-Orens de Gameville définis ci-dessus.

ARTICLE 4

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV - 31000 Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 7

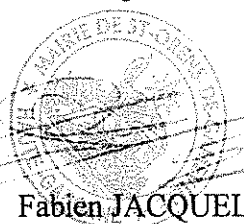
Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant de Gendarmerie Nationale de Saint-Orens de Gameville, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8

Ampliation du présent arrêté municipal sera adressée à Monsieur le chef de Centre d'Incendie et de Secours de Ramonville-Saint-Agne.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 21 juillet 2015.

Pour le Maire,
Par délégation,



Fabien JACQUEL

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : Néant.
Et publication, le : 27 juillet 2015.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT

Rue de Soye

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.325-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,

Vu le Code pénal et notamment son article R.610-5 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n°24176 du 02 juin 2015 accordée à Monsieur JACQUEL – adjoint au maire ;

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune,

Considérant que par mesure de sécurité et afin de faciliter l'accès, il est nécessaire de réglementer le stationnement de tous types de véhicules dans la rue de Soye,

ARRETONS sous le n°24355

ARTICLE 1

Le stationnement de tous types de véhicules sur la rue de Soye sera réglementé comme suit :

- Stationnement interdit côté pair.
- Stationnement obligatoire côté impair.

En l'absence de marquage au sol, le stationnement sera conforme au Code de la route en pleine voie, le long du trottoir.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire correspondante verticale et/ou horizontale, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle est mise en place, implantée et entretenue par Toulouse Métropole.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R.421-1et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, 68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 4

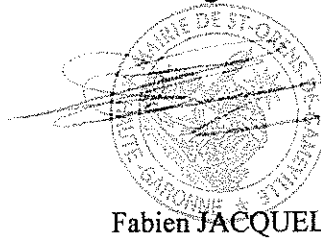
Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 5

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 21 juillet 2015.

Le Maire
Par délégation


Fabien JACQUEL

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT
Et publication le : 27 juillet 2015



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT PORTANT INSTAURATION D'UNE INTERDICTION DE CIRCULATION, EN RAISON D'UNE LIMITATION DE TONNAGE ;

**Réglementation de la circulation en raison d'une limitation de
tonnage de « 05 tonnes » en agglomération.**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

Vu le Code de la voirie routière et notamment son article R.141-3 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n°24176 du 02 juin 2015 accordée à Monsieur JACQUEL – adjoint au maire ;

Considérant que la structure de la chaussée des voies communales en agglomération ne permet pas le passage de véhicules d'un poids supérieur à 05 tonnes sans subir d'importantes dégradations, il y a lieu d'interdire sur ces sections la circulation des véhicules d'un poids total roulant autorisé supérieur à 05 tonnes.

ARRETONS sous le n°24356

ARTICLE 1

L'arrêté municipal n°24185 du 09/06/2015 est abrogé et remplacé par le présent arrêté

ARTICLE 2

La circulation des véhicules dont le poids total autorisé en charge est supérieur à 05 tonnes est interdite en agglomération sauf dessertes locales.

Par dérogation à cette interdiction sont autorisés à emprunter les voies désignées, les autobus, et autocars de ramassage scolaire, les véhicules de transport public de voyageurs, les véhicules de collecte des ordures ménagères, les véhicules de secours et de service public, les véhicules chargés de la desserte de chantiers situés en bordure des voies désignés et des propriétés riveraines, ainsi que les engins agricoles.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire correspondante, de type B13 conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place, implantée et entretenue par Toulouse Métropole définis ci-dessous :

- Rue des Vignes
- Rue des Carmes
- Rue de Sicard
- Rue de Taparot
- Chemin de Monpapou
- Avenue du Lauragais

ARTICLE 4

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse – 68, Rue Raymond IV – 31000 Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché dans la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 8

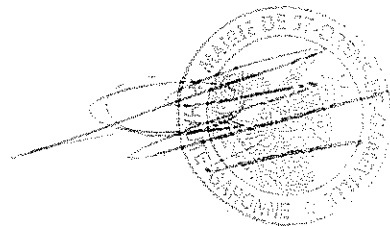
Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant de Gendarmerie Nationale de Saint-Orens de Gameville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Chef du Centre de Secours Principal des Sapeurs Pompiers de Ramonville Saint-Agne.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 21 juillet 2015.

Pour le Maire
Par délégation,



Fabien JACQUEL

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : Néant
Et publication, le : 27 juillet 2015



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR
UN DÉBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussigné Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes, domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Place Jean Bellières, à l'occasion des festivités du 13 juillet 2015 et du bal populaire, qui aura lieu le 13 juillet 2015.

Le 13.7.15

ARRETE DU MAIRE N° 24357

Je soussignée, D. FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la Santé Publique,

Vu l'arrêté municipal le numéro 24170 du 02 juin 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au maire, en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de sécurité, de communication, de défense//protocole/anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par, Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes, domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Article unique :

Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes, domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville - Place Jean Bellières, à l'occasion des festivités du 13 juillet 2015 et du bal populaire, qui aura lieu le 13 juillet 2015.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,
Le 13 juillet 2015.



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 13 juillet 2015

**MAIRIE DE SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**

**TRANSFERT PARTIEL PERMIS DE
CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 30/06/2015

N° PC 031 506 12 00005 T04

Par :	SEP PROGERIM LACOME PROMOTION
Demeurant à :	73 BOULEVARD DELTOUR 31500 TOULOUSE
Représenté par :	Messieurs REY Eric et LACOME Jean-Paul
Pour :	Aménager une maison individuelle en 3 logements
Sur un terrain sis à :	10 AVENUE DE REVEL BE 330

Surface de plancher
créée : 0 m²

Nb de logements : 3

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de transfert de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 02/06/2015,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1200005 délivré le 05/03/2012 au bénéfice de l'EURL PROGERIM ET LACOME PROMOTION représentée par Messieurs REY Eric et LACOME Jean-Paul,

Vu l'accord en date du 30/06/2015 de l'EURL PROGERIM ET LACOME PROMOTION représentée par Messieurs REY Eric et LACOME Jean-Paul, titulaires du permis, autorisant la SEP PROGERIM LACOME PROMOTION représentée par Messieurs REY Eric et LACOME Jean-Paul, à déposer la demande de transfert partiel du permis de construire n° PC 31 506 12 00005 délivré le 05/03/2012,

ARRETE N° 24 358

ARTICLE 1 : Le permis de construire délivré le 05/03/2012 sous le n° PC 31 506 1200005 au bénéfice de l'EURL PROGERIM ET LACOME PROMOTION représentée par Messieurs REY Eric et LACOME Jean-Paul est TRANSFERE partiellement au bénéfice de la SEP PROGERIM ET LACOME PROMOTION représentée par Messieurs REY Eric et LACOME Jean-Paul pour aménager une maison individuelle en 3 logements.

ARTICLE 2 : Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont maintenues et devront être observées.

ARTICLE 3 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 22 JAN. 2015

Pour le Maire
Par délégation



Serge JOP
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION
N° 45 AVENUE DE GAMEVILLE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R. 417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 23063 du 14 avril 2014, accordé à Monsieur Etienne LOURME – 9^{ème} adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 16 juillet 2015.

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : LARQUIER Elise ADRESSE : 45 avenue de Gameville 31650 SAINT ORENS de GAMEVILLE Responsable chantier : Tel : Mail : mc_larquier@yahoo.fr	NOM : LARQUIER Elise ADRESSE : 45 avenue de Gameville 31650 SAINT ORENS de GAMEVILLE Responsable chantier : Tel : Mail : mc_larquier@yahoo.fr

ARRETONS sous n° 24360

- Autorisation de dépôt de matériel et de travaux depuis le trottoir sis 45 avenue de Gameville
Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8^{ème} partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation :
20 au 24 juillet 2015**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 16 juillet 2015

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie
Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le

Demande déposée le 11/05/2015 complétée les 15/05/2015 et 21/05/2015

N° PC 031 506 15 00020

Par :	SCI PINSORENS
Demeurant à :	DOMAINE DE CRANSAC – Impasse de Lissard 31620 FRONTON
Représenté par :	Monsieur NAULEAU Rémy
Pour :	Edifier un restaurant
Sur un terrain sis à :	2 ALLEE DES CHAMPS PINSONS BY 26, BY 27, BY 32, BY 43, BY 44, BY 45, BY 46, BY 47, BY 66, BY 68, BY 69, BY 71, BY 73, BY 74, BY 76, BY 77, BY 79, BY 82, BY 85, BY 88

Surface de plancher
créée : 487 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 1

Destination : Commerce

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,
Vu la surface de plancher existante conservée de 25 273 m²,
Vu les compléments de dossier déposés les 15/05/2015 et 21/05/2015,
Vu l'avis en date du 19/05/2015 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 10/04/2015, reçu le 29/05/2015,
Vu l'avis favorable en date du 19/05/2015 du Conseil Départemental de la Haute Garonne - Secteur Routier assorti de prescriptions, reçu le 01/06/2015,
Vu l'avis en date du 26/05/2015 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 07/04/2015, reçu le 01/06/2015,
Vu l'avis favorable de SMTC-TISSEO en date du 11/06/2015, reçu le 15/06/2015, reçu le 15/06/2015,
Vu l'avis favorable en date du 11/06/2015 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 250 kVA triphasé, reçu le 21/04/2015, reçu le 15/06/2015,
Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, émis par procès-verbal en date du 11/06/2015, reçu le 23/06/2015,
Vu l'avis favorable tacite de la sous-commission Départementale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées en date du 18/07/2015,
Vu l'autorisation de travaux n° 31 506 15 00012 délivrée le 24/07/2015,

ARRETE N° 24 361

ARTICLE 1: Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2: Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3: Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 4: La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5: Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

Le 29 JUIL. 2015

Pour le Maire
Par délégation



Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

Demande déposée le 16/06/2015		N° PC 031 506 15 00005 M01	
Par :	Madame DOUMENG Laeticia et Madame AUDO Matthieu	Surface de plancher créée :	6 m ²
Demeurant à :	1 ALLEE DE LIMAYRAC 31500 TOULOUSE	Nb de logements :	0
Représenté par :		Nb de bâtiments :	0
Pour :	Modifier l'aspect extérieur et la surface d'une maison individuelle	Destination :	Habitation
Sur un terrain sis à :	7 RUE DU VIVIER BL 308		

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvée le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1500005 délivré le 10/03/2015,

Vu la surface de plancher existante conservée de 98 m²,

Vu l'avis en date du 24/07/2015 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 31/07/2015,

ARRETE N° 24 362

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont maintenues et devront être observées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le - 3 AOUT 2015

Pour le Maire
Par délégation



Serge JOP

Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE**: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du

code des assurances

Demande déposée le 10/06/2015

N° PC 031 506 15 00028

Par :	BYM MAITRISE SL
Demeurant à :	2 PRAT BEZIAU 32220 LOMBEZ
Représenté par :	Monsieur FUSTER Michel
Pour :	Démolir une maison individuelle et un garage et édifier une maison de deux logements
Sur un terrain sis à :	22 RUE DES VIGNES BS 242, BS 243

Surface de plancher

créée : 207 m²

Nb de logements : 2

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu l'avis favorable en date du 25/06/2015 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 12 kVA monophasé, reçu le 29/06/2015,

Vu l'avis en date du 25/06/2015 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 30/06/2015,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 25/06/2015 assorti de prescriptions, reçu le 13/07/2015,

Vu l'avis en date du 03/07/2015 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 09/07/2015,

ARRETE N° 24 363

ARTICLE 1 : Le permis de construire valant permis de démolir est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

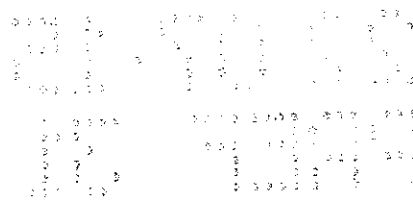
ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 22.02.2015



Pour le Maire
Par délégation

Serge JOP
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE**: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.



R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT PORTANT INSTAURATION D'UNE INTERDICTION DE CIRCULATION, EN RAISON D'UNE LIMITATION DE TONNAGE ;

Réglementation de la circulation en raison d'une limitation de tonnage de « 10 tonnes » en agglomération.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

Vu le Code de la voirie routière et notamment son article R.141-3 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n°24176 du 02 juin 2015 accordée à Monsieur JACQUEL – adjoint au maire ;

Considérant que la structure de la chaussée des voies communales en agglomération ne permet pas le passage de véhicules d'un poids supérieur à 10 tonnes sans subir d'importantes dégradations, il y a lieu d'interdire sur ces sections la circulation des véhicules d'un poids total roulant autorisé supérieur à 10 tonnes.

ARRETONS sous le n°24368

ARTICLE 1

La circulation des véhicules dont le poids total autorisé en charge est supérieur à 10 tonnes est interdite en agglomération sauf dessertes locales.

Par dérogation à cette interdiction sont autorisés à emprunter les voies désignées, les autobus, et autocars de ramassage scolaire, les véhicules de transport public de voyageurs, les véhicules de collecte des ordures ménagères, les véhicules de secours et de service public, les véhicules chargés de la desserte de chantiers situés en bordure des voies désignés et des propriétés riveraines, ainsi que les engins agricoles.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire correspondante, de type B13 conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place, implantée et entretenue par Toulouse Métropole dans le lieu défini ci-dessous :

- Rue du Vallon,

ARTICLE 3

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 4

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse – 68, Rue Raymond IV – 31000 Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché dans la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

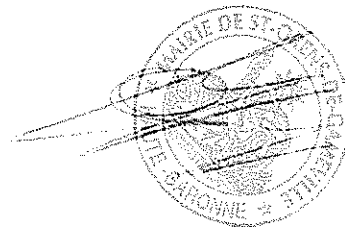
Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant de Gendarmerie Nationale de Saint-Orens de Gameville, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Chef du Centre de Secours Principal des Sapeurs Pompiers de Ramonville Saint-Agne.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 21 juillet 2015.

Pour le Maire
Par délégation,



Fabien JACQUEL

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : Néant
Et publication, le : 27 juillet 2015

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Madame Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 07 août 2015
à 16 heures 30 minutes au 09 août 2015 inclus.

ARRETONS SOUS N° 24369

ARTICLE 1 **Madame Josiane LASSUS PIGAT**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 07 août 2015
à 16 heures 30 minutes au 09 août 2015 inclus.

ARTICLE 2 **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

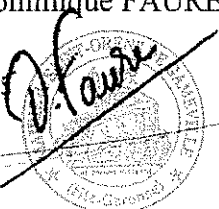
Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 23 juillet 2015.

Madame Le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 27/07/2015
Et publication, affichage ou notification le



Demande déposée le 11/05/2015

N°AT 031 506 15 00012

Par :	SCI PINSOSENS
Représenté par :	Monsieur NAULEAU REMY
Pour :	Construction d'un restaurant à l'enseigne «BURGER KING »
Sur un terrain sis à :	ALLEE DES CHAMPS PINSONS 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**CATEGORIE : 4^{ème}
TYPE : N.**

MADAME LE MAIRE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

- Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;
Vu le code de la construction et de l'habitation ;
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 11/06/2015, reçu le 23/06/2015 ;
Vu l'avis favorable tacite de la Sous-commission Départementale de la Haute-Garonne pour l'accessibilité en date du 18/07/2015 ;

ARRETE N° 24 372

ARTICLE 1 : L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux et réception des documents susvisés pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

Le 24/07/2014

Pour le Maire
Par délégation

Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION
AVENUE AUGUSTIN LABOUILHE
(RD57)**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R.417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal n° 24174 en date du 02 juin 2015, portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Etienne LOURME –adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 26/07/2015 concernant la création d'un trottoir avenue Augustin Labouilhe (RD57)

Vu la permission de voirie accordée par le Conseil Départemental de la Haute-Garonne en date du 21/07/2015 ;

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : OPPIDEA ADRESSE : 2 esplanade Compans Caffarelli 31010 TOULOUSE cedex	NOM : MALET – TOULOUSE NORD ADRESSE : 97 bis chemin de Gabardie 31200 TOULOUSE Responsable chantier : Christophe MARTINEZ Tel : 06.84.50.15.27 Mail : christophe.martinez@entreprise-malet.fr

ARRETONS sous n°24374

- Autorisation de travaux en alternat ou en chaussée restreinte.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
03 au 07 août 2015**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 27 juillet 2015

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie
Etienne LOURME



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION
RUE DU CENTRE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R. 417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 juin 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 21 juillet 2015.

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : TOULOUSE METROPOLE ADRESSE : 109 avenue de Lespinet 31400 TOULOUSE Responsable chantier : Mr Labadie Tel : 05 67 73 88 86 Mail : pole.sudest@toulouse-metropole.fr	NOM : LHERM TP ADRESSE : Chemin Dubac 31270 CUGNAUX Responsable chantier : Tel : 05 62 87 32 65 Mail : g.bandira31@wanadoo.fr

ARRETONS sous n°24375

- Autorisation de d'occupation de la chaussée sur une file et du trottoir sis Rue du centre. Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
03 au 31 Août 2015**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 28 juillet 2015

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie
Etienne LOURME



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION
N°1 RUE PRADELLE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R.417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 juin 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 16 juillet 2015, création ou modification branchement eau potable.

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : DGASU/Cde/Gestion Eau Potable ADRESSE : 6 rue René Leduc, BP 35821 31505 TOULOUSE Cedex 5	NOM : LYONNAISE DES EAUX ADRESSE : 11 rue Mercure Quint Fonsegrive 31133 BALMA
Responsable chantier : Vanina Geronimi Tel : 05 81 91 78 16 Mail : vanina.geronimi@toulouse-metropole.fr	Responsable chantier : Tel : 05 62 71 88 26 Mail : toulouse-metropole-aep@lyonnaise-des-eaux.fr

ARRETONS sous n°24376

- Autorisation de travaux avec occupation d'une file et du trottoir sis rue de la Pradelle.
Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
03 au 14 Août 2015**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 29 juillet 2015

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie
Etienne LOURME



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION**

N°25 AVENUE D'HELIOPOLIS

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R.417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 juin 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 24 juillet 2015, création ou déplacement de chambre Télécom.

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : COMPLETEL ADRESSE : 17 Bd de la gare 31505 TOULOUSE Cedex 5 Responsable chantier : Julien ROCA Tel : 06 13 40 17 22 Mail : experttoulouse@completel.fr	NOM : CIRCET ADRESSE : 12 rue de Caulet 31300 TOULOUSE Responsable chantier : Mr CHANCIOUX Tel : 06 80 45 16 84 Mail : yvan.chancieux@circet.fr

ARRETONS sous n°24377

- Autorisation de travaux - Occupation du trottoir sis 25 avenue d'Héliopolis.
Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Durée des travaux et de la modification de la circulation :
10 au 31 Août 2015

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 29 juillet 2015

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie
Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION
11 PLACE DE LA POSTE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 juin 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 09 juillet 2015, création ou modification du réseau de gaz.

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : GAZ Réseau Distribution France ADRESSE : 16 Rue Sébastopol 31000 TOULOUSE	NOM : CERAS ADRESSE : ZI du Couserans 09190 LORP SENTARAILLE
Responsable chantier : Jean-Baptiste NOGUES Tel : 06 81 40 63 35 Mail : jean.baptiste.nogues@erdf-grdf.fr	Responsable chantier : Frédéric MALLET Tel : 06 30 41 16 54 Mail : ceras.32@orange.fr

ARRETONS sous n°24378

- Autorisation de travaux avec occupation d'une file et du trottoir sis 11 place de la Poste. Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation :
24 Août au 04 septembre 2015**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 29 juillet 2015

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie
Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER « LANOUL »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mme SARDA domiciliée au 9, rue de Lanoul à Saint-Orens de Gameville, en date du 2 avril 2015, à l'occasion du repas de quartier « Lanoul » le samedi 29 août 2015.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « Lanoul » organisé par Mme SARDA et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 24383 / 2015

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier - rue de Lanoul », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue de Lanoul dans sa totalité à partir du n°2** située en agglomération.

LE SAMEDI 29 AOUT 2015 DE 10H00 A MINUIT

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

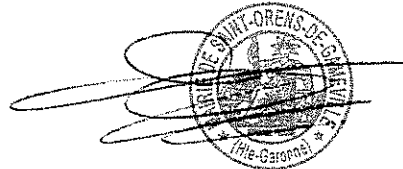
ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- à Monsieur le Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Le 31 juillet 2015,

Fablen JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 28 août 2015
Et après transmission en Préfecture : Néant

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
Tél. : 05 61 14 88 41
Télécopie : 05 61 52 41 58

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER « CLOS DE BEAUVOIR 1 »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes..

VU la demande de Mr BOSSUET domicilié au 4, rue du Beauvoir à Saint-Orens de Gameville en date du 5 avril 2015, à l'occasion du repas de quartier « Clos de Beauvoir 1 » le vendredi 4 septembre 2015.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « Clos de Beauvoir 1 » organisé par Mr BOSSUET et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 24384 / 2015

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – Clos de Beauvoir 1 », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue de Beauvoir dans sa totalité :**

**DU VENDREDI 4 SEPTEMBRE 2015 – 18H00
AU SAMEDI 5 SEPTEMBRE 2015 – 2H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- à Monsieur le Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Le 31 juillet 2015,

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER « PANORAMIQUE II »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Monsieur AGUILERA, domicilié au 32 rue du Panoramique à Saint-Orens de Gameville, en date du 16 avril 2015, à l'occasion du repas de quartier « Panoramique II » le samedi 5 septembre 2015.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « Panoramique II » organisé par Monsieur AGUILERA et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 24385 / 2015

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – Panoramique II », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **impasse du Panoramique côté pair entre les n°18 et 28**, située en agglomération le :

**DU SAMEDI 5 SEPTEMBRE 2015 - 18H00
AU DIMANCHE 6 SEPTEMBRE 2015 - 2H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- à Monsieur le Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Le 31 juillet 2015,

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 4 septembre 2015
Et après transmission en Préfecture : Néant

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tél. : 05 61 14 88 41

Télécopie : 05 61 52 41 58

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER DES LOTISSEMENTS
BEL HORIZON ET PYRENEES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Monsieur HERNANDEZ au nom de l'Association « Bien Vivre au Sud-Est de Saint-Orens – BVSESO » en date du 1^{er} avril 2015, à l'occasion du repas de quartier des lotissements Bel Horizon et Pyrénées le dimanche 06 septembre 2015.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier des lotissements Bel Horizon et Pyrénées organisé par l'Association « Bien Vivre au Sud-Est de Saint-Orens – BVSESO » et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 24386/2015

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – lotissement Bel Horizon/Pyrénées », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux sur la placette de la rue des Pyrénées entre les numéros 15 et 21, située en agglomération.

LE DIMANCHE 6 SEPTEMBRE 2015 DE 10H00 A 20h00

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs avant conduit à leur mise en place auront

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

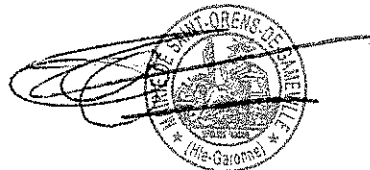
ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- à Monsieur le Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Le 31 juillet 2015,

Fablen JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

